

Réunion de coordination SSA 37

29/11/2023 – 14h-17h

Centre social Vallée Violette – Joué les Tours

Dates et lieux des prochaines réunions

07/02/2024	Caritas – à 12h si repas partagé
10/04/2024	Langeais, valider la possibilité d'un repas
26/06/2024	La Riche (à confirmer), peut être avec food truck si acheté d'ici là

Paul contactera Christian pour préparer ensemble la prochaine réunion (co-animation à définir).

Participants

Josée Benoit (Université Populaire pour la Terre), Anaïs Moreau (Familles Rurales 37), Tiffanie Daydé (INPACT 37), Célia (Animatrice du réseau des AMAP Centre Val de Loire), Marine Amane (Parlement de circonscription), Elisabeth Fidon (Secours Catholique), Ursula Vogt (déléguée dép. Secours Catholique), Marie Chantal Garet (Secours Catholique), Pascal Charcosset (Peuple Solidaire), Christian Boucheny (Peuple Solidaire), Paul Froger (Animateur Confédération Paysanne, ADEAR 37), Christine Metrard (Paysanne à Langeais, DAR, Confédération Paysanne), Julie Gaucher (Coordinatrice Ligue Sociale), Julien (AMAP Joué les Tours, réseau des AMAP), Bérémy Otto (mouvement associatif Centre Val de Loire) Véronique Tur (Directrice du centre social Vallée Violette)

Excusés : centre social Courteline, Pauline (Naya)

Rappels suite à la réunion de septembre

La coordination départementale SSA se réunit 5 fois par an les acteurs concernés par le sujet pour :

- donner de la visibilité sur la SSA
- partager des informations et définitions associées
- échanger sur les initiatives, partager les succès et les échecs
- amener au collectif des ressources (affiches, dépliants, connaissances)
- organiser des sorties (manger ensemble, visites de fermes)

L'ordre du jour suivant est proposé pour expérimentation :

- (1) Présentation, cadre, partage d'informations sur les structures
- (2) Apport de connaissances, se former, débattre
- (3) Travailler ensemble

Ce format a été validé en fin de réunion. Partager les informations pendant la première heure permet de se raccrocher au sujet, ce qui est d'autant plus important que le public est mouvant. Le public est mouvant

Temps 1 – cadre de la réunion et partage d'informations sur les structures

Rappel des objectifs

La volonté est de réunir l'ensemble des acteurs et actrices du département s'intéressant au droit à l'alimentation, en faisant le lien entre les paysan(ne)s et les structures impliquées dans les quartiers. Une attention est possible au choix démocratique de l'alimentation, et à la nécessité de permettre aux producteurs d'en vivre dignement.

La Sécurité Sociale de l'Alimentation est une revendication issue d'un collectif et proposant un système avec une cotisation finançant un budget d'environ 150€/mois/personne, utilisable dans des lieux conventionnés pour une alimentation de qualité.

Deux constats à l'origine :

- l'aide alimentaire ne permet pas un accès digne et satisfaisant à l'alimentation, c'est un projet répondant à une urgence et qui doit être dépassé
- dans une vision paysanne, le système agricole actuel se trouve dans une impasse, dont on ne pourra sortir que par la mise en place d'une démocratie alimentaire. Il faut passer par l'expression démocratique des besoins pour transformer l'agriculture.

Partage d'informations – flash info proposé par Marine (parlement de circonscription)

A l'international :

- 16/10 journée mondiale de l'alimentation et du droit à la souveraineté alimentaire
- Inde : formations sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire (Via Campesina)
- Népal : marche à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation.
- Autres initiatives sur le site de Via Campesina (<https://viacampesina.org/fr/>)

En Europe :

- Via Campesina : proposition de directive européenne sur les terres agricoles (à inscrire dans une réglementation foncière).
- Dénonciation de la proposition du Mercosur, qui consiste à utiliser l'agriculture comme monnaie d'échange.
- Italie : l'ARI (Association Rurale Italienne) dénonce les tentatives du gouvernement et des centres de recherche d'introduire des OGM déréglementés

En France :

- introduction d'une vision de la souveraineté alimentaire dans le code rural : vigilance sur manœuvre de l'industrie agro-alimentaire visant à détourner le terme en lui associant l'idée consistant à disposer d'une production suffisante pour avoir une balance commerciale équilibrée (même si on ne produit que du blé, ce qui en soit n'est pas gage de souveraineté). Les échanges sont avancés entre le ministère de l'agriculture et la FNSEA. Question : quelle est la position de la Confédération Paysanne et de Via Campesina (aller contre/proposer), quelles sont les modalités d'intervention et d'actions envisagées ?
- Journée mondiale de l'alimentation et de la souveraineté alimentaire : intervention de la confédération paysanne
- réunion à Paris avec des élus (sénateurs, députés, parlementaires, de la NUPES essentiellement) pour échanger sur la SSA. Un intérêt réciproque, les suites à donner restent à définir, sans que le sujet soit accaparé par les élus

L'info locale

- Paris : expérimentation d'une SSA à partir de septembre 2024
- Drome/ Dieulefit : réunion publique autour du lien entre monnaie locale et SSA
- Quimper et Quimperlé : journées et soirées débats autour de la SSA

- Bordeaux : expérimentation d'une SSA pour les étudiants (portée par 4 comités sur des territoires différents, la création d'une caisse commune est une cible)
- Rennes : apéro débat autour de la SSA
- Moulins : conférence débat
- Nantes : réunion point d'étape du projet SSA

En particulier, à Tours :

- Place du climat le 15/10 à la Gloriette, présentation par INPACT (une 15aine de contacts sur la matinée, dont des élus).
- Travail autour d'un CLA (Conseil Local d'Alimentation) pour mise en place en janvier 2024
- Atelier autour du pain fin décembre
- Décembre : présentation de la SSA lors d'une réunion publique par le parlement de circonscription

Et au-delà des actualités récentes, les informations sur les expérimentations en cours à Montpellier, Lyon, dans le Vaucluse, etc. sont à retrouver sur le site web dédié à la SSA (<https://securite-sociale-alimentation.org/>).

Tour de table des initiatives en cours à Tours et dans les environs

Ligue de l'enseignement

- dépôt d'un projet sur 3 ans pour augmenter les paniers solidaires avec des produits locaux
- organisation d'un week-end à La Riche en octobre 2024 ; soulever le questionnement sur la SSA
- financement d'un food truck comme outil pour les repas de quartier, les associations, les habitants (activation de co-financements) – objectif : printemps pour les repas et fêtes de quartiers, et s'en servir comme outil de reconversion (des habitants voulant aller vers les métiers de l'alimentation)
- quartier des Fontaines : développer un diagnostic sur l'alimentation (où et comment on s'approvisionne et on s'alimente). Intérêt d'avoir des avis et retours sur ce qui a déjà été fait pour construire de tels diagnostics
- soirée ciné/débat sur le sujet (date à caler)

Julien

- soirée/débat sur le film La part des Autres (AMAP et centre social de la Rabière) : décalé à 2024

Célia

- Stands réseaux pour parler de ces problématiques à Bourges (avec BD *Encore des Patates* comme support)
- Groupe de travail avec le réseau des AMAP France sur l'accessibilité alimentaire (un guide numérique existe : [Agir en AMAP pour un accès à toutes et tous à de l'alimentation choisie](#)).

Anaïs

Dans le cadre de l'appel à projets, un projet a été retenu sur l'accompagnement de structures associatives pour rendre accessible une alimentation de qualité aux participants, modifier les repas servis aux enfants, et travailler sur les produits locaux (Moi, Mon Assiette et le Climat). L'association retenue à sud Touraine à Saint-Jean-Saint-Germain. L'objectif est de faire monter en compétence le territoire, aller de la production jusqu'à la gestion des déchets. Il y aura des moments conviviaux avec des visites thématiques, des débats, et la mobilisation des acteurs du territoire.

Point de vigilance soulevé par Tiffanie : attention, en travaillant avec les PAT, aux problématiques de gouvernance partagée, dans les liens entre agriculture et alimentation (dans le Lochois des PAT

très liés élus/FNSEA, des engagements limités au bout du compte, on y parle parfois de SSA dans avec un sens détourné).

Le défi alimentation a pour vocation d'apprendre à manger mieux, avec des produits locaux de saison, des moments de sensibilisation sans suivi de la façon dont les personnes gèrent chez elles dans la durée (question posée : que souhaitent les personnes ?).

Marie-Chantal

- Rapport annuel du Secours Catholique (SC) sur la pauvreté, sur la précarité des femmes : l'alimentaire reste une variable d'ajustement dans le budget des ménages. Plaidoyer du SC :
 - avoir des revenus suffisants pour ne pas subir l'aide alimentaire issue de l'agro-industrie
 - réduire les dégâts de santé associés
 - garantir un revenu décent aux agriculteurs
- plus localement : une équipe à Chinon travaillant sur des petits potagers (1m², association « Potager en carré » près de Seuilly). L'objectif est de montrer comment il est possible d'être productif sur une petite surface
- 11/11 : grand repas partagé à Tours à l'église St Julien (400 convives en 2023), préparation de la cuisine collective la veille (a lieu tous les ans le 11/11)
- Noël pour tous : le 24/12 (place de Chateaufort) : recherche d'aliments, en complément de la banque alimentaire
- Jardin partagé à la Grande Bretèche, quai de Portillon : besoin de bénévoles pour encadrer, objectif de faire venir des familles pour venir récolter (ce qui n'est pas le plus facile)

Tiffanie

Montage en cours du Conseil Local d'Alimentation (CLA) quartier Courteline. INPACT 37 anime la démarche, avec le choix de ne pas faire partie du CLA.

La démarche intègre un « porteur de parole », dispositif permettant d'aller à la rencontre des gens pour discuter en évitant les échanges « mous ». Cela a été expérimenté aux Tanneurs (retour d'expérience disponible sur le temps nécessaire la mise en œuvre de cette démarche), au Carrefour Market. Différents temps de rencontre sont construits, en essayant de brasser les milieux sociaux dans le CLA.

La démarche de construction du CLA intègre un cycle de formation, avec un travail sur le contenu pédagogique, pour aboutir à des propositions concrètes sur l'alimentation dans le quartier (type Food Truc). Ces propositions doivent émerger de discussions et débats éclairés. Temps envisagés à partir de mi-janvier :

- démocratie alimentaire et éducation populaire
- cycle de l'alimentation et de la production

Point d'attention : il n'y a pas de paysans habitant le quartier, à inviter au CLA même s'ils n'en feront pas partie.

Echéances : 12 réunions jusque juin pour monter le CLA.

Le budget comprend des frais de garde, d'alimentation, des frais de déplacements pour faire venir les différents acteurs.

Eléments remontés par Paul

- Collectif nationale pour une SSA : week-end le 16/10, prochain en février/ Discussion des expés Montpellier/Bordeaux
- Invitation aux travaux de l'aide alimentaire de la ville de Tours
- Document de référence de la Confédération Paysanne (CP) « les 4 pages » : un « 8-pages » dédié à la position de la CP sur la SSA
- Réimpression de « Encore des patates » (10 000 BD à venir, possibilité d'en demander pour en distribuer dans différents lieux)
- Deux nouvelles études intéressantes :

- VRAC : « [Dans les quartiers populaires, analyse de la dégradation de l'accès à l'alimentation](#) » analyse issue d'une consultation sur tout le territoire (VRAC : appui de groupement d'achats dans les quartiers)
- ADEME : analyse du gaspillage alimentaire au sein de structures d'aides alimentaires (16 % des produits reçus sont jetés). L'étude met en évidence le déséquilibre de pouvoir entre grandes surfaces et structures d'aide alimentaire, avec au bout du compte un déplacement du coût du tri sur les structures alimentaires (cf. image en fin de compte-rendu). Chiffres clés : le système actuel génère 64 millions d'euros de frais de fonctionnement inutiles pour les associations, alors que les déductions fiscales s'élèvent à 65 millions d'euros...
- ancienne étude ALBEMA : impacts sur la santé des personnes bénéficiant de l'aide alimentaire
- Appel à projet « Mieux manger pour tous » de la DREETS.
- Des distributions aux Tanneurs, volonté de monter un comité avec les étudiants, pour se former sur le système alimentaire, et décider de projets étudiants pour sortir de l'aide alimentaire.

Liens avec le monde académique (Josée)

Une articulation est à réaliser avec le milieu de la recherche sur Tours, pour donner du fonds et aider à consolider et démultiplier les initiatives locales. Des contacts ont été pris avec des universitaires (Maison des Sciences Humaines, Polytech). Parmi les propositions :

- enseignants : inclure dans les sujets e mémoire des questionnements d'intérêt5 pour nous
- organiser une journée d'étude
- organiser un séminaire en mars/avril pour rassemble des collègues spécifiquement sur le sujet de la SSA

Proposition : faire intervenir Bénédicte Bonzi (violences alimentaire) pour qu'elle présente son livre (Tiffanie, INPACT) en 2024. Une intervention est par ailleurs prévue en février à Orléans.

Temps 2 – Apport de connaissance, se former, débattre

Trois sujets au choix sont proposés :

- Droit à l'alimentation
- Agriculture paysanne
- **Démocratie alimentaire => choisi comme thème de cette réunion**

Pour s'approprier la notion : Jeu du dictionnaire

- Chaque participant écrit sa définition de la démocratie alimentaire sur un papier
- Les propositions sont affichées au tableau
- Chacun met une croix sur la définition qu'il pense être la plus juste

Propositions ayant reçu au moins un vote

Reprendre la main sur les conditions d'accès à l'alimentation, en particulier la connaissance des conditions de production, de transformation et de distribution.

La démocratie alimentaire permet aux citoyens de choisir librement leur alimentation respectant leurs envies, leurs goûts, leurs cultures. Elle est le contraire de l'alimentation imposée de l'aide alimentaire.

Démocratie alimentaire :

- Choix de son alimentation
- Avoir accès à une alimentation de qualité, respectueuse de l'équilibre naturel
- Dimension « One-Health »
- Respect de la dignité des personnes et de l'identité culturelle (de la personne, de son origine et de son alimentation culturelle)

Système dans lequel chacun (1) peut contribuer aux discussions se rapportant à l'alimentation (modes de production, mise à disposition, transformation, partage) et (2) contribue aux décisions relatives à l'organisation de ce système (et (3) est impliqué librement dans le fonctionnement de ce système.

Fait de pouvoir choisir une alimentation pour soi et pour les autres qui soit de qualité, saine pour la santé, équilibrée et accessible (financièrement et géographiquement).

La gouvernance du peuple, par le peuple et pour le peuple du choix de son alimentation ainsi que ses modes de production, distribution et transformation. Garantissant à tous.tes l'accès à des produits de qualité.

Définition de référence (Dominique Paturel)

« [Le concept de démocratie alimentaire] représente la revendication des citoyens à reprendre le pouvoir sur la façon d'accéder à l'alimentation, dans la reconnexion entre celle-ci et l'agriculture. La démocratie alimentaire émerge comme un terreau particulièrement propice à la construction d'une nouvelle citoyenneté, dans laquelle les citoyens retrouvent les moyens d'orienter l'évolution de leur système alimentaire à travers leurs décisions et pas uniquement leurs actes d'achat. »

(source : « [Démocratie alimentaire, de quoi parle-t-on ?](#) », Dominique Paturel et Patrice Ndiaye, Chaire UNESCO Alimentations du monde, Mars 2019)

Echanges autour de la notion de démocratie alimentaire

Dans les définitions proposées : prise en compte parfois de la production, de la transformation, de la consommation : qu'inclut-on au final ?

Modèle social que l'on reproduit, d'aller faire ses courses au supermarché, sans se poser la question d'où sortent les aliments. Aller dans une ferme c'est sortir de la matrice, découvrir d'autres systèmes de distribution, ce qui est nécessaire pour aller vers d'autres systèmes et la SSA.

Où est notre liberté de consommateur actuellement (ce qui est incité par les normes sociétales, les publicités) ?

NB sur la place du vin dans la discussion : quand on leur parle de SSA, les vignerons ne se considèrent pas dans la chaîne alimentaire, car hors des produits de nécessité pour s'alimenter.

Dimensions géographiques et culturelles

Une grande contrainte dans le choix de l'alimentation selon le lieu dans lequel on habite (à Paris peu de grandes surfaces, les marchés – quand on y va - sont surtout des revendeurs et non des maraichers)

Démocratie alimentaire et chemin vers un « modèle souhaitable pour tous » ?

Il faut prendre en compte une partie de la population qui « ne veut pas bien manger », on ne peut pas effacer le modèle qui domine dans certains esprits parce que l'on pense que c'est meilleur. On ne peut dire que l'on peut amener tout le monde dans un système que l'on veut créer.

Il y a des personnes d'autres cultures ne vont pas trouver les aliments auxquels elles sont habituées culturellement. Il faut faire adhérer la population à un modèle que l'on propose (savoir qui on peut faire adhérer). Quelle alimentation, où on peut faire ses courses. Il faut trouver un mélange de l'ensemble des systèmes, permettre d'avoir une alimentation correcte y compris au supermarché.

Dans ses articles, Dominique Paturel parle de réappropriation, sans dire qu'il faut arriver à un modèle à imposer. Il ne fait pas croire que tout le monde ira dans un nouveau modèle.

Remarque de Tiffanie sur la mise en place d'un CLA : il faut travailler avant tout sur les postures, et éviter de décider à l'avance ce qui doit ou va être choisi par les habitants.

L'alimentation est un marqueur social, on ne peut dire dans l'absolu « on mange bien » (ou pas), et il ne faut pas faire croire que ceux qui ont de l'argent sont ceux qui mangent bien. Si tous les gens qui ont les moyens achetaient « bien » et aux producteurs locaux, ces derniers vivraient bien. Attention, ce n'est pas la SSA qui doit exister pour faire vivre les producteurs locaux.

Choisir en connaissance de cause

Ce qui est intéressant, c'est d'amener les gens se poser des questions sur les produits qu'ils mangent (qualité, acheminement). On peut manger des bananes plantains à un moment de l'année si elles meilleures, mais éviter à certaines saisons. Exemple d'une commerçante qui choisit d'avoir des produits qui ont toujours du goût, en changeant la source d'approvisionnement (et donc les impacts écologiques associés). Le problème est qu'aujourd'hui le choix se fait beaucoup par le prix, par

nécessité : est-on d'accord que le choix se fasse ainsi (non accès aux produits bio => pose la question du circuit, du mécanisme).

Les coûts (réels) de l'alimentation

Que peuvent faire les gens en fonction des coûts, des revenus disponibles.

Si on introduisait dans les produits transformés les coûts induits (impacts sur l'environnement), les prix seraient beaucoup plus élevés ; c'est ici une bataille politique/législative à mener. Actuellement, le coût payé n'est pas « vrai », car le coût total est assumé par d'autres systèmes (par exemple le système de santé). Il faut sensibiliser le public en introduisant ces notions.

[Paul] Trouver des études qui présentent le coût des externalités + comparer ce qu'il y a comme vitamines dans une pomme ajd (coût à la vitamine)

Démocratie alimentaire et temps

Le chemin vers une démocratie alimentaire s'inscrit dans un temps nécessairement long (parfois perçu comme trop long).

Choisir en connaissance de cause demande du temps, celui nécessaire pour comprendre notre système alimentaire. Si on laisse le temps de comprendre, et d'autres choix que ceux imposés aujourd'hui, les gens pourront choisir un autre système. Il faut aussi du temps pour faire évoluer des habitudes culturelles bien ancrées.

Comme le revenu, il faut un temps disponible pour manger correctement (faire les courses au marché, au supermarché, etc. : multiplicité des sources d'approvisionnement). Et souvent ce temps repose sur les femmes.

Il faut aussi du temps pour participer à une démocratie participative, qui permet de se confronter et changer d'avis.

Propositions émergeant suite à ces discussions

- Josée : parler de ce qu'elle met en place à la CLA Bord de Loire, les réflexions sur le conventionnement (réductions seulement vers des producteurs conventionnés, ce qui permet d'infléchir des usages et pratiques au quotidien).
- Expérimenter une caisse mutuelle dans un quartier, pour faire des achats collectifs. Définir comment recueillir des cotisations et distribuer. En attendant qu'un système émerge, il est important de mettre en place de petites expérimentations, à l'échelle locale.

Temps 3 – Travailler ensemble

Questions structurantes

- Comment donner de la visibilité, agir ensemble en Touraine ?
- Comment faire avec des structures mouvantes et d'autres qui ont déjà de nombreux projets ?
- Comment fédérer sur l'utopie de SSA, qui fait sens pour certaines personnes que l'on pourrait impliquer ? A quel niveau ?

Quelle feuille de route aimerait-on se donner pour 2024 ?

Essaimage des CLA dans les territoires

Quels moyens mettre en œuvre pour accompagner d'autres territoires, pour ceux impliqués dans des CLA locaux ?

Collectivement, comment fait-on pour avoir plusieurs CLA s'inspirant des expérimentations en cours ?

Partage des expérimentations en cours, avec si possible un apport scientifique

Partager des connaissances, méthodes, retours de terrain.

Exemple : la posture à adopter (ce qui est souvent le plus délicat) ; des centres sociaux qui ont de la culture d'éducation populaire sur lesquels s'appuyer (travail complexe, qui demande de lâcher prise, on ne sait pas où on va, accepter la non réussite qui n'est pas un échec en soi).

Inviter les acteurs de Bordeaux, où il y a 4 CLA, des territoires ruraux et urbains, 10 par CLA au départ et 20 aujourd'hui, avec l'idée d'une caisse qui était là dès le début

Autres champs d'expérimentations possibles

Au delà d'un autre CLA, il peut y avoir des expérimentations plus simples et rapides qui peuvent faire sens (groupement avec achats collectifs, mettre en place des petits collectifs à l'échelle de quartiers ou micro-quartiers).

Expérimentations de cuisines collectives, enjeux des coûts et des circuits de distribution

Ces expérimentations peuvent amener vers des produits locaux de qualité différente, avec des problèmes de coûts à traiter.

Il faut voir par quels produits commencer, que les agriculteurs se rendent compte des budgets disponibles au niveau des personnes, des associations.

La logistique est à traiter avec attention, il ne faut pas complexifier les circuits d'acheminement des produits dans les quartiers.

=> *trouver des solutions ensemble pour simplifier ces problématiques.*

Exemple de Caritas : achats en vrac autant que possible, des kits cookie de vrac approvisionnés localement (avec *Autour du Vrac*) => actions alimentaires ciblées sur les produits locaux.

Points d'intérêt : comment s'est fait le virage budgétaire, essaimer en montrant que c'est possible, au moins pour certains produits.

Facteurs clés pour se donner des chances de réussir dans la durée :

- Partir de projets identifiés, avec des centres sociaux
- Eviter que ce soit les structures accompagnantes qui fassent, identifier des personnes sur place pour prendre en main (principe de démocratie participative, il faut partir de ce que les gens disent, et font effectivement). Il faut construire un engagement de long terme des personnes concernées. On peut ainsi aider à mettre en place des actions sur un temps déterminé, qui peuvent être portées par les acteurs concernés (étapes intermédiaires, actions concrètes maîtrisables par les personnes sans appui des structures)
- Partir des habitants, via des enquêtes de terrain (exemples à Amboise, Velpeau...)

3.1.2. Pertes extrapolées au niveau national

Extrapolés sur l'ensemble des sites des 5 têtes de réseau nationale, les pertes et gaspillage alimentaire dans les associations d'aide alimentaire en France, c'est chaque année :



Chiffre des pertes au sein des associations au niveau national